

Berne, le 6 septembre 1973

G u a t e m a l a~~HW~~ P: / puis aa.

Si le Guatemala est un pays favorisé sous le rapport de ses ressources naturelles, de sa position géographique et de son climat, il est obéré par une violence politique caractérisée et omniprésente entre mouvements extrémistes de gauche et de droite, ainsi que par un degré très élevé de criminalité de droit commun, causes d'instabilité et d'insécurité permanentes. Liquidations, enlèvements et disparitions figurent quotidiennement à l'ordre du jour.

Cette tension s'est d'ailleurs accrue durant l'année en cours eu égard aux mobilisations en vue des élections présidentielles au printemps 1974.

Un jeu démocratique entre les forces politiques en présence ne peut véritablement exister au Guatemala, seuls quatre partis étant autorisés parmi lesquels ne figure qu'une seule formation de gauche, d'ailleurs modérée, le Parti Révolutionnaire. Il n'y a pas de parti socialiste et le parti communiste interdit depuis 1965 est condamné à la clandestinité.

Quant à la population, analphabète à 65 %, elle n'est politiquement pas intégrée; seuls 20 % provenant essentiellement de la classe moyenne de la capitale prennent part à la vie politique proprement dite. La grande masse des métisses ou "Ladinos" sont apathiques et les Indiens, qui représentent près de la moitié de la population, sont quasi hors-circuit de leur propre gré.

Le véritable pouvoir est aux mains des militaires et, en l'occurrence, du Général Carlos ARANA Osorio qui, déjà connu pour avoir impitoyablement maté en 1967 la guerrilla d'extrême gauche sévissant dans le pays, a pour ainsi dire institutionnalisé ses méthodes d'action et de représailles avec son accession au pouvoir.

En définitive, à l'approche des élections, la situation politique se résume en une lutte, ponctuée de terrorisme réciproque, pour ou contre un retour à une ère procommuniste du genre de celle qu'a connue le Guatemala sous le Général Arbenz de 1951 à 1954.

Sur le plan de sa politique étrangère, deux préoccupations majeures pour le Guatemala: celle de trouver une solution au conflit opposant deux de ses partenaires du Marché commun d'Amérique centrale, le Honduras et le Salvador, et qui bloque toute velléité d'intégration régionale, et le problème de Belize, ou Honduras britannique, qui figure comme partie intégrante du territoire national dans la constitution du Guatemala, au sujet duquel le gouvernement guatémaltèque mène grand bruit à l'encontre de la Grande-Bretagne dans la crainte d'une déclaration d'indépendance de cette colonie de la Couronne.

Relations bilatérales

Elles sont bonnes et sans problème. La fermeture de l'ambassade du Guatemala à Berne en janvier 1971 aurait à la rigueur pu être considérée comme un geste inamical envers la Suisse, si les autorités guatémaltèques ne s'étaient évertuées à nous faire savoir que leur budget ne leur permettait pas de maintenir simultanément une ambassade et ouvrir une mission permanente à Genève.

Les relations commerciales sont favorables au Guatemala vu que nous achetons le double de ce que nous lui vendons. Sur le plan de la coopération technique, le Guatemala a bénéficié d'un nombre plus élevé de bourses que les autres pays d'Amérique centrale et un accord de développement de l'école régionale de génie sanitaire de l'Université de San Carlos, conclu conjointement avec l'OMS en 1970, a pu être mis en route entre autres, grâce à l'aide de fonds suisses et à la participation de professeurs de notre pays.

- 3 -

A la fin de 1972, notre colonie comptait 140 nationaux
et 197 doubles-nationaux.

Algerie
